

Monsieur le Président, monsieur le vice-président, chers collègues,

Avant de développer mon propos, je tiens, au nom du groupe EELV, à remercier l'équipe de l'unité des affaires internationales et européennes, sous la responsabilité de Jean-Noel BALEO et Stéphanie BERTHOMEAU.

A la première lecture de cette annexe, les propositions nous paraissent faibles et inachevées. Ce sentiment d'inachevé et d'insatisfaction, sera partiellement corrigé, nous l'espérons, par l'adoption des amendements relatifs au dispositif solidarité internationale, à l'aide à la reconstruction, ainsi que pour le lancement de la coopération avec la Région du Grand Casa, que notre groupe a proposé.

Si le budget est maintenu en fonctionnement, avec une augmentation des crédits alloués aux dispositifs « Méditerranée » et ARAMIS, que nous saluons, nous ne parvenons pas à comprendre la baisse de la part du budget consacré à l'investissement, baisse d'année en année de plus de 5 millions d'euros en 2011 à 2, 850 proposé par l'exécutif pour 2014 ? Nous ne comprenons pas non plus la suppression d'un dispositif efficace et bien sollicité par les ONG : le dispositif Solidarité internationale.

Nous refusons d'y lire une réponse aux critiques et contre-vérités assénées régulièrement par l'opposition dont elle se félicite dans les amendements proposés, jugeant, je cite, que « ses critiques récurrentes ont porté puisque l'exécutif régional a décidé de présenter un budget en baisse ».

Nous, écologistes, refusons que l'opposition nous mette sur la défensive sur nos choix.

Le contexte budgétaire contraint ne doit en aucun cas nous faire revenir sur les aspirations du rapport cadre adopté en 2010. Nous n'avons pas à rougir de l'action internationale menée par la Région ces dernières années, nous sommes un acteur de la solidarité et du développement reconnu dans les zones de coopérations, par les acteurs associatifs franciliens, mais également par nos partenaires institutionnels.

Non, vraiment, nous n'avons pas à rougir :

- une coopération historique avec Jérusalem-Est, saluée de toute part et pas seulement en France.
- la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement avec les dispositifs ARAMIS ou encore Solidarité internationale
- la possibilité de répondre présent lorsque des catastrophes ont lieu grâce au fonds d'urgence et les crédits dédiés à l'aide à la reconstruction
- le renforcement des liens entre les sociétés civiles à travers les dispositifs « Méditerranée » et dans nos zones de coopération.
- Et j'en passe

Nous pouvons être fiers, l'action internationale de la Région participe à son niveau, à l'aide aux pays en développement. Une aide à laquelle les Français sont attachés, comme l'illustre la 8^{ème} édition du sondage de l'AFD sur les Français et l'aide au développement : 68% des français souhaite le maintien au même niveau de la part du budget de l'Etat consacré à l'aide

publique au développement. Et 75% d'entre eux sont favorables à l'implication de leur ville ou de leur région dans un projet de coopération décentralisée.

Il nous appartient de poursuivre l'action internationale de la Région, et de la renforcer en faisant porter nos efforts à la fois sur les dimensions sociales, économiques et environnementales.

Par ailleurs, si nous avons accepté la modification de la nomenclature budgétaire permettant de distinguer l'APD des zones de coopération hors APD, je tiens à préciser un point. En effet, s'il y a peu de choses en commun entre Québec et Antananarivony, il nous fallait donc différencier nos outils.

Mais différencier nos outils ne doit nullement être un prétexte pour s'écarter de l'essence du rapport-cadre de 2010 : la solidarité et le rapprochement des sociétés civiles de part et d'autre de la planète.

Comme l'Etat, par l'action de Pascal Canfin, il faut poser des conditions, en soutenant des projets qui contribuent à la gestion des biens communs mondiaux.

Nous souhaitons, Monsieur le Vice-président, que nous puissions faire un point approfondi sur la question de nos actions dans les zones de coopérations hors APD dès le premier semestre 2014.

Concernant l'action européenne de la Région, nous aurions souhaité être associés à la préparation du programme opérationnel 2014-2020 de la Région.

En effet, 2014 sera un moment particulièrement important avec les élections européennes et la dévolution de la gestion d'une partie des fonds structurels aux Régions. L'occasion de continuer de lutter contre le repli national et de défendre une Europe plus démocratique, plus solidaire et plus écologique qui est souhaitable et possible, notamment face à la montée des extrémismes en Europe.

Je terminerai en exprimant la solidarité des écologistes avec les militants pacifiques en Ukraine qui incarne l'espoir que suscite encore le projet européen en dehors de nos frontières.

Un mot enfin pour saluer le courage des militants de Greenpeace, qui ont mis en lumière les dangers des forages pétroliers et qui viennent d'être amnistiés en Russie ? J'en profite pour saluer et assurer notre soutien à tous les militant-e-s sur la planète qui sont persécutés, poursuivis parce qu'ils protègent l'environnement.